



Douleurs de croissance

Afrique : la croissance repart enfin, mais comment accélérer et soutenir la cadence pour réduire la pauvreté?

Catherine Pattillo, Sanjeev Gupta et Kevin Carey

Construction de logements en Angola.

APRÈS avoir stagné pendant plusieurs décennies, la croissance économique a fortement rebondi en Afrique subsaharienne, atteignant 5,6 % en 2004, résultat inégalé depuis huit ans. En 2005, la croissance n'a que légèrement fléchi, un tiers des importateurs de pétrole ayant dépassé les 5 %. Pourtant, la plupart des pays devront doubler leur taux de croissance pour atteindre d'ici à 2015 l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié le taux de pauvreté par rapport à 1990. Pour l'instant, près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'amélioration de la croissance est-elle soutenable? Et quelles sont les stratégies les plus à même de réduire la pauvreté? Nous tenterons ici de répondre à ces questions, à l'aide de nouvelles méthodes d'appréciation des efforts déployés en Afrique depuis 40 ans pour promouvoir la croissance.

La croissance depuis quatre décennies

Entre 1960 et 2003, la progression annuelle du PIB réel par habitant a été en moyenne de 1,1 % en Afrique subsaharienne. Le revenu réel par habitant n'a donc que peu évolué entre le milieu des années 70 et 2003, la région ayant été régulièrement distancée par les nations industrialisées et les autres pays en développement. Mais, depuis le milieu des années 90, la croissance s'est accélérée. Dans bien des pays, le PIB réel par habitant a enregistré une hausse moyenne de 2 % entre 1995 et 1999, contre -1,1 % entre 1990 et 1994. Mais, de 2000 à 2003, la croissance a fléchi dans tous les sous-groupes (graphique 1), sauf dans les pays producteurs de pétrole et les pays dotés d'abondantes ressources.

Comment expliquer la croissance depuis 1995? Premièrement, les pays à croissance rapide ont affiché de meilleurs résultats macroéconomiques, avec notamment une inflation inférieure de près de moitié à celle des économies à croissance lente. Par ailleurs, ils ont enregistré des déficits budgétaires moindres grâce

à l'augmentation des recettes fiscales et ils étaient plus ouverts aux échanges, comme en témoignent leurs ratios exportations plus importations/PIB (graphique 2). Et, grande nouveauté, leur productivité globale des facteurs (PGF) a nettement progressé — du fait vraisemblablement de réformes macroéconomiques et structurelles. Toutefois, l'investissement total et privé n'a que peu évolué, sauf dans les pays producteurs de pétrole.

Les pays d'Afrique subsaharienne doivent-ils continuer de réduire leur déficit budgétaire? Probablement pas. Des études ont montré que les pays stabilisés sur le plan macroéconomique n'ont pas intérêt à ramener leur déficit budgétaire sous la barre des 2 ou 2,5 % du PIB. Notre étude confirme que, dans les pays affichant un déficit de plus de 2,5 % du PIB, la croissance a bénéficié d'un renforcement de la position budgétaire, alors qu'elle a baissé dans les pays ayant un déficit inférieur à 2,5 % du PIB.

Pour mieux comprendre l'évolution de la croissance en Afrique, il est utile de distinguer les pays à croissance rapide des pays à croissance lente. Pour ce faire, on peut notamment définir un niveau de croissance de référence, autrement dit classer les pays en fonction de leur croissance effective par rapport à leur croissance potentielle. Le potentiel de croissance d'un pays est déterminé par des circonstances sur lesquelles il n'a pas forcément prise, même si les politiques qu'il appliquera ultérieurement pèseront sur la croissance. En procédant de cette manière, on peut quantifier la relation entre croissance effective et croissance «attendue», cette dernière étant dérivée d'une relation estimative globale entre la croissance et un ensemble de facteurs exogènes. Il s'agit notamment de variables liées à l'emplacement géographique du pays, son ouverture commerciale, la croissance de ses partenaires commerciaux et les termes de l'échange, le niveau de revenu en 1960 et les taux de mortalité historiques pour les colonies européennes. Cette dernière variable revêt énormément d'importance pour les analyses de la croissance dans les pays à faible revenu, car elle mesure la qualité des institutions héritées

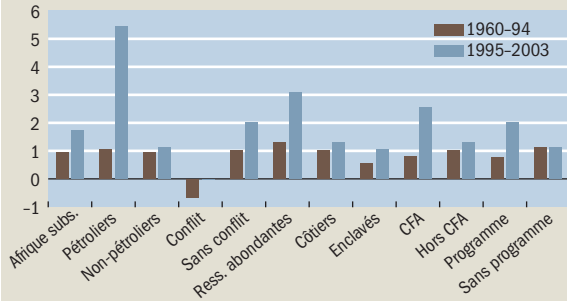


Graphique 1

Une croissance partagée

La croissance du PIB réel par habitant profite à tous les groupes de pays africains depuis 1995.

(croissance annuelle moyenne; pourcentage)



Source : Pattillo, Gupta, and Carey (2005).

Note : Les groupes de pays sont les suivants :

Pays pétroliers : Angola, Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Nigéria.

Pays en conflit pendant les années 90 : Angola, Burundi, République du Congo, République démocratique du Congo, Mali, Rwanda et Sierra Leone.

Pays à ressources abondantes : Angola, Botswana, Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Namibie, Nigéria, São Tomé-et-Príncipe, Sierra Leone et Zambie.

Pays côtiers : pays sur le littoral océanique, y compris les îles.

Pays enclavés : pays sans accès à l'océan, mais certains ont accès à des lacs.

CFA = Coopération financière en Afrique centrale. Le franc CFA est la monnaie commune.

Pays membres : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo.

Programme : pays ayant appliqué un programme de FMI pendant les années 90. Ce sont les pays d'Afrique subsaharienne sauf l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, Maurice, la Namibie, les Seychelles et le Swaziland.

L'Érythrée et le Libéria ne sont inclus dans aucun groupe en raison du manque de données.

des puissances coloniales, de même qu'elle peut contribuer à mesurer les conditions sanitaires actuelles.

Un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne obtiennent des résultats relativement satisfaisants depuis le milieu des années 90 malgré des conditions défavorables (pays enclavé ou pauvre en ressources naturelles, par exemple). Au nombre des pays ayant ainsi bien réussi par rapport au niveau de référence, le Mozambique et l'Ouganda ont retrouvé le chemin de la croissance après un conflit, et leur expérience pourrait servir aux pays amorçant un redressement, comme la République démocratique du Congo, le Libéria et la Sierra Leone. Hormis les cas les plus connus du Botswana et de Maurice, les pays ayant le mieux réussi dans les années 90 sont ceux qui ont enregistré une croissance lente mais régulière : Bénin, Burkina Faso et Ghana. D'autres, comme l'Afrique du Sud, le Cameroun et l'Éthiopie, sont restés en deçà du niveau de croissance de référence.

Des accélérations de la croissance

Si l'Afrique subsaharienne veut réduire de moitié la pauvreté monétaire d'ici à 2015, il lui faut enregistrer une progression du PIB réel par habitant d'environ 5 %. Même si on connaît mal les facteurs d'une croissance vigoureuse et durable dans cette région, il est intéressant d'analyser les succès récents.

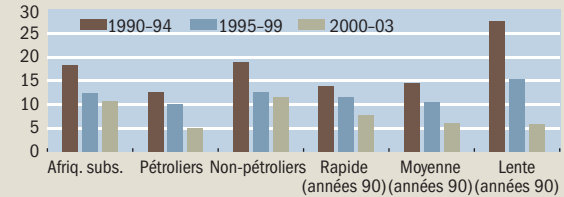
Dans une étude de 2004, Ricardo Hausmann, Lant Pritchett et Dani Rodrik, de l'université Harvard, estiment que la recherche empirique sur la croissance, traditionnellement axée sur le long terme et les régressions, peut masquer des aspects importants de l'évolution de la croissance nationale. En examinant les rebonds de la croissance à moyen terme, les auteurs pensent que l'on pourrait déterminer l'origine des à-coups ou accélérations de la croissance.

Graphique 2

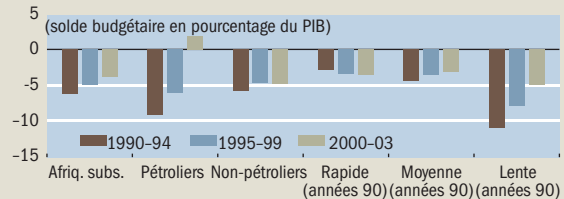
Les clés de la réussite des pays à croissance rapide

L'inflation était beaucoup plus faible...

(pourcentage)

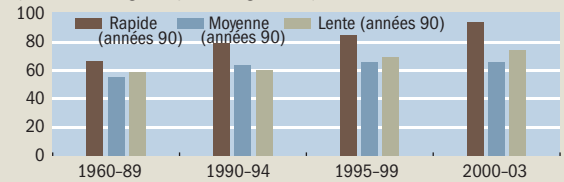


... les déficits étaient moins prononcés, les producteurs de pétrole étant même en excédent...



... et le commerce était beaucoup plus ouvert que dans les autres pays d'Afrique subsaharienne.

(total des échanges en pourcentage du PIB)



Sources : Pattillo, Gupta, and Carey (2005); Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde, 2004.

Note : Les pays à croissance rapide, moyenne et lente pendant les années 90 sont des groupes de même taille constitués en fonction de la croissance moyenne par habitant des pays pendant cette décennie. Le groupe des pays à croissance rapide commence à un taux de croissance par habitant de 1,2 %, le groupe des pays à croissance moyenne commençant à -0,3 %.

Ils ont ainsi comparé, pour l'ensemble des pays en développement, les taux de croissance du PIB par habitant sept ans avant et sept ans après une année de référence donnée. Ils ont constaté que les accélérations de croissance sont largement imprévisibles et que la réorientation des politiques ou l'évolution des conditions extérieures n'ont débouché sur une croissance soutenue que dans un nombre étonnamment réduit de cas.

En nous fondant sur ces travaux, nous avons cherché à identifier les facteurs à l'origine des accélérations de croissance enregistrées par l'Afrique subsaharienne dans les années 80 et 90. On parle d'«accélération» lorsque, pour une année donnée, le taux de croissance par habitant sur cinq ans dépasse d'au moins 2 points celui des cinq années précédentes et s'il est égal ou supérieur à 2 %. En outre, le revenu par habitant doit être plus élevé à la fin qu'au début de l'accélération : ainsi, les redressements au lendemain de crises ou de guerres n'ont pas été pris en considération, sauf si les revenus ont finalement dépassé leur niveau d'avant la crise. L'Afrique subsaharienne a donc connu 34 accélérations de la croissance depuis 1980, davantage dans les années 90 que dans les années 80, dont plusieurs sont encore en cours (voir tableau). Malgré une croissance moyenne relativement modeste, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent donc connaître des accélérations à court ou à moyen terme.

Il semblerait que ces accélérations de croissance aillent de pair avec quatre facteurs (graphique 3). Premièrement, les pays qui les ont enregistrées n'ont connu aucune progression de l'infla-

Potentiel de croissance

Des épisodes d'accélération de la croissance sont possibles dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

	Années 80			Années 90			
	Dé- but	Croissance pendant l'épisode	après l'épisode	Dé- but	Croissance pendant l'épisode	après l'épisode	
Botswana	1986	7,7	1,2	Angola	1993	4,9	2,6
Burkina Faso	1983	3,3	2,9	Bénin	1993	2,2	2,0
Burundi	1983	2,4	-0,1	Botswana	1996	4,7	...
Congo, Rép. du	1984	5,2	-2,7	Burkina Faso	1994	4,7	3,2
Gabon	1986	2,9	0,5	Cap-Vert	1992	4,5	5,1
Ghana	1983	2,9	2,0	Côte d'Ivoire	1993	2,3	-4,2
Kenya	1984	2,5	-1,6	Éthiopie	1992	3,8	1,4
Lesotho	1986	4,2	2,8	Gambie	1995	2,2	...
Maurice	1984	7,3	5,6	Guinée	1994	2,3	0,0
Mozambique	1986	6,0	2,4	Guinée équator.	1994	29,7	18,5
Ouganda	1986	3,9	4,1	Malawi	1994	4,8	-3,5
Seychelles	1987	5,7	2,6	Mozambique	1994	7,1	5,1
Tanzanie	1985	2,3	-1,6	Rwanda	1996	2,6	...
Tchad	1983	3,3	1,4	Sénégal	1994	2,2	1,5
Zimbabwe	1986	2,6	-1,2	Seychelles	1995	7,5	...
				Sierra Leone	1999	10,9	...
				Tanzanie	1999	4,0	...
				Tchad	1999	8,3	...
				Zambie	1999	2,1	...

Source : Pattillo, Gupta, and Carey, 2005.

Note : Les épisodes colorés sont ceux qui ont duré au moins dix ans.

... Données non disponibles.

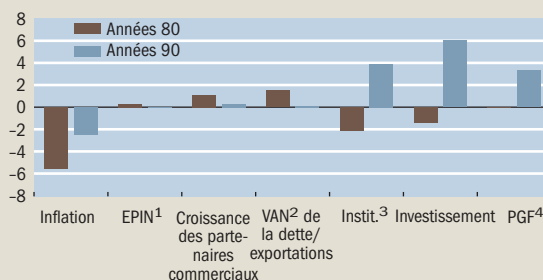
tion ou de leurs déficits budgétaires, en d'autres termes, aucun relâchement des politiques économiques. En fait, l'indice de l'évaluation de la politique et des institutions nationales, de la Banque mondiale, qui apprécie de manière générale l'orientation de la politique économique, est resté stable ou s'est amélioré durant les périodes d'accélération. Deuxièmement, le commerce a constitué un moteur important de ces accélérations, qui se sont accompagnées d'une dépréciation réelle de la monnaie, d'une hausse des exportations et d'une libéralisation des échanges, même si ces variables n'ont pas toujours eu la même importance au cours des deux décennies. Troisièmement, on a constaté une corrélation entre ces accélérations et l'amélioration des institutions politiques — par exemple les progrès de la démocratie. Enfin, la PGF et l'investissement ont joué un rôle déterminant dans ces accès de croissance. Il existe une différence notable entre les accélérations enregistrées au cours des deux décennies : le niveau d'endettement des pays concernés a progressé dans les années 80, alors qu'il a chuté dans les années 90, ce qui tient peut-être aux initiatives lancées vers le milieu de la deuxième décennie pour réduire la dette des pays pauvres très endettés.

Quels sont les éléments qui déclenchent une accélération? Il est plus difficile de repérer des variables évoluant approximativement au moment où la croissance s'accélère que d'en trouver qui permettent de distinguer entre épisodes de croissance et épisodes sans croissance. D'après notre analyse, la libéralisation économique a accru de près de 10 % la probabilité d'une accélération dans les deux décennies étudiées. Toutefois, étant donné que les modèles permettent rarement de prévoir le moment d'une accélération, ils ne sont pas encore de nature à orienter les politiques, mais il est encourageant pour les décideurs de constater un lien entre qualité des politiques nationales et propension aux accélérations. L'analyse montre l'existence d'une corrélation entre l'accélération de la croissance et les indicateurs concernant la stabilité macroéconomique, la qualité des institutions, l'ouverture aux échanges et la productivité. Mais elle ne montre pas de lien entre ressources naturelles ou géographie et

Graphique 3

Caractéristiques des épisodes de croissance

Meilleures politiques, libéralisation du commerce et hausse de l'investissement.



Source : Pattillo, Gupta, and Carey (2005).

Note : Le graphique illustre le changement de valeur de chaque variable pendant une période d'accélération par rapport à sa valeur pendant les cinq années précédentes. L'axe vertical indique le pourcentage de progression annuelle pour l'inflation, la croissance des partenaires commerciaux et la productivité globale des facteurs; les variations sur une échelle de 0 (très faible) à 6 (très forte) pour l'EPIN; la qualité des institutions politiques selon une échelle de -10 (autocratie complète) à +10 (démocratie complète); et les variations du ratio VAN de la dette/exportations et du ratio investissement/PIB.

¹ EPIN = indice de l'évaluation de la politique et des institutions nationales.

² VAN = valeur actuelle nette.

³ Instit. = qualité des institutions politiques.

⁴ PGF = productivité globale des facteurs.

accélération de la croissance, ce qui donne à penser que celle-ci est réalisable dans la plupart des pays de la région.

Comment expliquer une accélération qui dure au moins dix ans, autrement dit une accélération soutenue? Dans le cas d'une accélération soutenue, on constate une baisse de l'endettement, ce qui confirme notre conclusion relative aux accélérations des années 90. Ce constat a deux autres implications : l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés peut favoriser une croissance soutenue, du moins en présence d'autres facteurs de croissance, et les pays en croissance doivent éviter de trop s'endetter.

Les institutions économiques et politiques influent aussi sur l'incidence des accélérations de croissance et le moment où elles surviennent. Des études font état d'une interaction complexe entre croissance et qualité institutionnelle : de bonnes institutions favorisent la croissance, mais, inversement, celle-ci est également propice à l'amélioration des institutions. Les indicateurs mesurent la qualité des institutions politiques (les mécanismes de responsabilisation, par exemple) ou celle des institutions économiques (garantie des droits de propriété et respect des contrats). Il semblerait que ces deux types d'indicateurs progressent en période d'accélération de la croissance, mais l'amélioration des institutions économiques n'a été que modeste ces dernières années, après les progrès des années 90. Les chercheurs du FMI ont constaté que, même si la qualité actuelle des institutions d'Afrique subsaharienne est peut-être médiocre au regard des normes mondiales, elle est suffisante dans une grande partie de la région par rapport au point de départ d'autres pays qui sont parvenus à une croissance soutenue (voir «Les leviers de la croissance», page 28).

Une croissance favorable aux pauvres

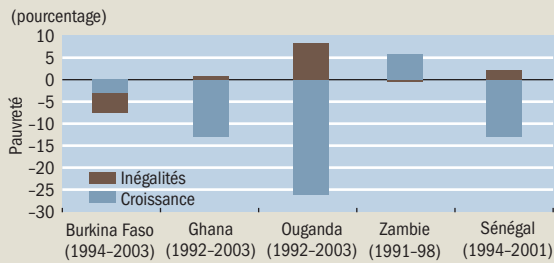
La croissance économique est certes indispensable pour atteindre les OMD et, surtout, réduire la pauvreté, mais les décideurs peuvent se demander si elle *suffit* à améliorer le sort des pauvres. Des études ont cherché récemment à déterminer ce qui caractérise une croissance favorable aux pauvres, notion dont il



Graphique 4

Croissance et inégalités

La croissance réduit la pauvreté, mais les inégalités importent aussi.



Source : Pattillo, Gupta, and Carey (2005).

Note : Chaque barre verticale illustre dans quelle mesure la croissance et la variation des inégalités influent sur la pauvreté. La contribution de chaque composante peut être positive ou négative; c'est leur effet combiné qui induit l'évolution globale de la pauvreté.

n'existe pas de définition unique. Ainsi, une étude réalisée par plusieurs donateurs propose de mesurer la croissance favorable aux pauvres par la progression des revenus de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (Agence française de développement *et al.*, 2005). Mais d'autres chercheurs (entre autres, le Centre international pour l'action en faveur des pauvres, du PNUD) estiment que, pour être favorable aux pauvres, la croissance doit se traduire par une réduction des écarts de revenus entre les pauvres et le reste de la population. Le premier indicateur présente l'avantage de lier directement croissance et réduction de la pauvreté, comme le fait l'OMD concernant la pauvreté.

Trois facteurs peuvent contribuer à l'évolution dans le temps des niveaux de pauvreté : le taux de croissance économique, la réaction de la pauvreté à la croissance (élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance) et l'évolution de la répartition des revenus. Mais des études montrent que la quasi-totalité des changements provient du seul taux de croissance.

En Afrique, le rôle des inégalités mérite examen, étant donné la profonde modification de la répartition des revenus depuis 1980 — un indicateur qui, ailleurs, tend à être assez stable dans le temps. On sait que l'évolution des inégalités peut contribuer à réduire la pauvreté comme elle peut annuler une partie du recul de la pauvreté amené par la croissance. Une étude récente sur la contribution de la croissance et de l'évolution des inégalités à la variation totale de l'indice de pauvreté dans cinq pays d'Afrique subsaharienne entre 1992 et 2003 le confirme (graphique 4). Une technique statistique permet de distinguer deux composantes dans le comportement de cet indice, l'une attribuable à la croissance économique générale (taux et élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance), l'autre à l'évolution de la répartition des revenus. On peut ainsi tenir compte du fait qu'une réduction des écarts de revenus peut faire passer certains au-dessus du seuil de pauvreté à court terme. Toutefois, un creusement de ces écarts ne signifie pas nécessairement une aggravation de la pauvreté constatée, car l'impact bénéfique de la croissance sur la réduction de la pauvreté doit également être considéré. En ajoutant les deux composantes « croissance » et « inégalité » calculées séparément pour chaque pays, on obtient l'évolution totale de la pauvreté.

Ainsi, la croissance impressionnante de l'Ouganda s'est traduite par un recul important de la pauvreté, mais cette amélioration a été entravée par un creusement des inégalités; en l'absence de

changement des inégalités, la pauvreté enregistrée en 2003 aurait été plus faible, à même taux de croissance. Avec une croissance globale plus modeste, le Burkina Faso a enregistré un recul de la pauvreté moins important, mais la baisse des inégalités a également contribué à réduire la pauvreté. Au Ghana, le recul de la pauvreté a été presque entièrement attribuable à la croissance, les inégalités n'ayant que peu varié; on retrouve une situation très similaire au Sénégal, même si l'effet négatif sur la réduction de la pauvreté d'un creusement des inégalités a été légèrement plus marqué. La Zambie, où la croissance globale n'a été que modeste, a lutté pendant toutes les années 90 pour obtenir de quelque manière une baisse de la pauvreté.

Quels sont les éléments de la croissance susceptibles de favoriser une réduction supplémentaire de la pauvreté en maintenant les inégalités au même niveau ou en les atténuant? Premièrement, une croissance de l'agriculture. Jadis, ce secteur a été paralysé par un parti pris politique défavorable aux producteurs, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les décideurs ont craint que l'appréciation réelle de la monnaie attribuable aux flux d'aide ne nuise aux exportations agricoles et sape ainsi les efforts déployés pour rebâtir la compétitivité du secteur. Toutefois, peu d'éléments empiriques permettent de conclure que l'afflux d'aide a évincé l'agriculture axée sur les exportations. Deuxièmement, l'affectation d'une grande part de l'aide à l'infrastructure accroît la productivité de tous les secteurs et évite d'avoir à relever les prix intérieurs en cas de hausse de la demande, ce qui protège la compétitivité.

Et demain?

Manifestement, le principal défi consiste pour l'Afrique subsaharienne à accélérer et soutenir la croissance. Notre analyse montre que les accélérations sont favorisées par une forte progression des échanges, une amélioration des indicateurs généraux de qualité des politiques et des institutions et une libéralisation politique; par ailleurs, ces accélérations ont été accompagnées de hausses de l'investissement et de la PGF, et on peut donc s'inquiéter du manque actuel d'enthousiasme des investisseurs face aux réformes dans la région. Il est encourageant de constater qu'un nombre assez important de pays où la croissance s'est accélérée ont réussi à soutenir le rythme pendant dix ans. Ils ont connu des dépréciations réelles plus prononcées de leur monnaie, des taux d'investissement plus élevés et des taux d'endettement plus faibles que les pays où l'accélération n'a pas duré. Cependant, même les pays où l'accélération s'est maintenue sur dix ans doivent redoubler d'efforts pour réduire sensiblement la pauvreté au cours des dix prochaines années. ■

Les auteurs sont tous du Département Afrique du FMI : Catherine Pattillo (économiste principale), Sanjeev Gupta (Sous-Directeur) et Kevin Carey (consultant).

Bibliographie :

- Agence française de développement, Banque mondiale, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung et U.K. Department for International Development, 2005, Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries (Washington).
- Fonds monétaire international, 2005, Afrique subsaharienne : Perspectives économiques régionales, mai et octobre (Washington).
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, and Dani Rodrik, 2004, "Growth Accelerations," NBER Working Paper No. 10566 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Pattillo, Catherine A., Sanjeev Gupta, and Kevin Carey, 2005, "Sustaining Growth Accelerations and Pro-Poor Growth in Africa," IMF Working Paper 05/195 (Washington: International Monetary Fund).